# Informations générales

Email de contact : pref-crte@charente-maritime.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 19 janvier 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes de l’Ile d’Oléron

Si protocole de préfiguration : date de signature :

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :Nom: CC de l’Ile d’Oléron, nature: CC, SIREN: 241700624

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* PLH
* Plan global de déplacements
* SCOT
* Agenda 21
* TEPos

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* Convention globale CAF
* Contrat local de Santé
* Contrat territorial d’éducation artistique et culturelle (CTEAC)
* SARE
* PIG
* cit’ergie-ademe
* convention Vélo et territoires-ademe
* convention de mise en oeuvre d’une tarification incitative
* Contrat enfance jeunesse CAF
* Contrat de dynamisation et de cohésion (CR)
* Convention pour le logement des travailleurs saisonniers
* Convention de soutien en énergie partagée

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* France services
* Petits villes de demain
* Territoires d’industrie

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Orientation1 Aménager un territoire équilibré et de qualité
* Orientation n°2 : Protéger notre écrin naturel
* Orientation n°3 : Préserver nos ressources naturelles
* Orientation n°4 : favoriser une économie durable
* Orientation n°5 : Maintenir et accueillir les jeunes et les actifs sur le territoire
* Orientation n°6 : Agir pour la qualité de vie de tous les habitants
* Orientation n°7 :Devenir territoire à énergie positive pour lutter contre le changement climatique
* Orientation n°8 :Anticiper les conséquences du changement climatique
* Orientation n°9:Structurer un projet de mobilité

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Non

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Commerce, artisanat de proximité
* Extension urbaine maîtrisée
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Restauration et alimentation durable
* Emploi et Insertion
* Culture et patrimoine
* Production d’énergies renouvelables
* Gestion des risques (inondations…)
* Organisation des déplacements
* Mobilités douces
* Loisirs
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Sensibilisation et animation de la transition
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Tourisme durable
* Sport
* Accès à un logement de qualité
* Ecologie industrielle et économie collaborative
* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Circuits courts agricoles
* Tiers Lieux
* Santé et soins
* Usages et inclusion numériques
* Education
* Economie, production et consommation durable
* Formation professionnelle
* Efficacité énergétique
* Transports en commun
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 53

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 19

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : 1

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Concertation élus/techniciens

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Extension urbaine maîtrisée
* Efficacité énergétique
* Culture et patrimoine
* Economie, production et consommation durables

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Non

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions : NC

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : NON

Mobilisation d’une ingénierie externe : NON

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 2.86M€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : 54.92M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€